



*3e Colloque international sur le commerce équitable
3th Fair Trade International Symposium – FTIS 2008 –
Montpellier, France, 14-16 mai 2008*

Communication n° 95

Le commerce équitable entre justice et libéralisme

Une réflexion à partir du cas du café

GALTIER Franck⁽¹⁾, DIAZ PEDREGAL Virginie⁽²⁾

Affiliations

(1) CIRAD, UMR MOISA, Montpellier, F-34398 France.

(2) CIRAD, UMR MOISA, Hanoi, Vietnam (Montpellier, F-34398 France).

Adresses

(1) franck.galtier@cirad.fr ; tél. (00 33) (0)4 67 61 71 38 ; fax : (00 33) (0)4 67 61 55 15
CIRAD - UMR MOISA, 73 rue Jean-François Breton, TA C-99/15, 34398 Montpellier Cedex 5, FRANCE

(2) virginiediaz@yahoo.fr ; tél. (00 33) (0)1 43 40 17 40.

Remerciements

Remerciements particuliers à Marcel Djama (pour ses apports concernant le développement durable comme « projet politique » et les standards durables comme manière de gouverner par les normes) et surtout à Benoît Daviron. Cet article lui doit beaucoup, notamment concernant l'évolution en longue période des technologies de gouvernement permettant la mobilisation du travail pour la production de café vert. Ils ne sont bien sûr pas responsables de ce que nous avons maintenu.

Le commerce équitable entre justice et libéralisme Une réflexion à partir du cas du café

Fair Trade between Justice and Liberalism Some insights from the coffee case

GALTIER Franck, DIAZ PEDREGAL Virginie

Résumé

Au-delà de leurs différences, toutes les approches du commerce équitable (CE) partent du postulat que ce dernier doit reposer sur la participation volontaire des acteurs. L'idée que des règles éthiques pourraient s'imposer à tous – et pas seulement à ceux qui ont librement consenti à les suivre – constitue le point aveugle du débat sur le CE. Ceci est révélateur de l'orientation implicitement libérale du CE. À travers la notion de « technologies de gouvernement » (TG) développée par Michel Foucault et l'éclairage des quatre principales théories de la justice (libertarisme, utilitarisme, marxisme, libéralisme-égalitarisme), nous proposons dans cette communication d'analyser l'évolution en longue période du secteur café. Il s'agit de questionner l'existence d'une corrélation entre le degré de libéralisme des différentes technologies qui se sont succédé depuis le XVIII^e siècle pour gouverner la production de café et le degré de justice qui peut leur être associé. La méthodologie retenue comprend trois étapes. La première consiste à délimiter plusieurs périodes historiques, depuis les débuts de la production du café au XVIII^e siècle jusqu'à la période actuelle, en fonction des principales technologies utilisées pour gouverner la production de café vert. La deuxième étape vise à évaluer, à partir des différentes théories de la justice, le degré de justice associé à ces périodes historiques. La dernière étape, sous forme de conclusion, discute de l'existence d'une corrélation entre le degré de libéralisme des TG et le niveau d'équité, ce qui conduit à questionner les présupposés libéraux du CE. Il résulte de l'analyse que l'évolution des technologies de gouvernement vers plus de libéralisme ne garantit pas automatiquement un accroissement de la justice selon les théories de la justice examinées. Il convient donc d'inscrire la question du volontariat des normes éthiques dans l'agenda du débat des acteurs du commerce équitable sur l'équité de leur pratique.

Abstract

In spite of their differences, all visions of Fair Trade share the idea that it has to be based on the voluntary participation of producers, traders, and consumers. The idea that ethical rules may apply to everyone – in spite of applying only to those who accept to comply with them – is the blind spot of the debate on Fair Trade. This reveals the implicit liberal orientation of Fair Trade. Through the notion of « technologies of government » (TG) developed by Michel Foucault and through the light of the four main theories of justice (Libertarianism, Utilitarianism, Marxism, and Liberalism-egalitarianism), we propose in this communication to give an historical analysis of the coffee sector. The aim is to test the existence of a correlation between the degree of liberalism of the different technologies that followed each other until the 18th century to govern the coffee production, and their level of justice. We adopt a 3-steps methodology. In the first step, we identify several historical periods until the beginning of the coffee production in the 18th century, depending of the main technologies used to govern green coffee production. In the second step, we assess, in the light of different theories of justice, the degree of justice associated to those historical periods. In the last step, we conclude about the existence of a correlation between the degree of liberalism of technologies of government and the level of equity. This will lead us to question the liberal implicit postulate of Fair Trade. The main result of the analysis is that more liberal technologies of government do not lead automatically to more justice, according to the considered theories of justice. As a consequence, it is necessary to put the optional status of ethical norms in the agenda of the practitioners' debate on the fairness of Fair Trade.

Introduction

Au-delà de leurs différences, toutes les approches du commerce équitable (CE) partent du postulat que ce dernier doit reposer sur la participation volontaire des acteurs (producteurs, commerçants et consommateurs). *L'idée que des règles éthiques pourraient s'imposer à tous (et pas seulement à ceux qui ont librement consenti à les suivre) constitue le point aveugle (ou refoulé) du débat sur le CE.* Pourtant, cette position ne va pas de soi. On pourrait penser au contraire qu'une approche reposant exclusivement sur la participation volontaire restera cantonnée à une niche de marché sans pouvoir affecter les pratiques inéquitables en vigueur sur le marché global.

Cette observation est révélatrice de *l'orientation libérale du CE*. Libéral, le CE l'est par son contenu. Il vise en effet à promouvoir la liberté, l'ouverture et la transparence au niveau des organisations de producteurs, de l'utilisation de la prime de développement ou encore des conditions de travail des salariés (cf. la version « grandes plantations » de FLO). Il l'est aussi par ses méthodes puisque la participation au CE est volontaire et que l'évaluation se fait selon des critères objectifs et mesurables.

En fait, le commerce équitable apparaît comme un épiphénomène d'une vague de fond libérale. En effet, Michel Foucault (1976) a montré qu'aux dispositifs disciplinaires basés sur l'enfermement et le contrôle des corps, mis en place au XVII^e siècle, se sont substituées, à partir du milieu du XVIII^e siècle, des technologies de gouvernement (TG), plus libérales mais visant elles aussi à renforcer et organiser les forces productives. Le poids de ces nouvelles TG – qui, pour Foucault (1979), relèvent de la « gouvernementalité » – se seraient progressivement accru jusqu'à la situation actuelle où elles seraient sur le point de faire complètement disparaître les systèmes disciplinaires (Deleuze, 1990). Ces nouvelles TG qui laissent plus de liberté ou de sentiment de liberté aux individus sont en phase avec le modèle néolibéral actuel (Miller et Rose, 1990). Elles opèrent de manière indirecte en contrôlant et incitant « à distance » à la différence des systèmes disciplinaires qui reposent sur l'enfermement, la surveillance et la punition (Miller et Rose, 1990). Cette action à distance se fait par le biais de « mobiles immuables » dont les protocoles de certification sont un bon exemple (Latour, 1989).

La domination actuelle de ces TG libérales est visible à la manière dont elles ont noyauté le concept de développement durable. En effet, depuis la Déclaration de Rio lors du Sommet de la Terre en 1992, les principes du développement durable mettent l'accent non seulement sur les trois piliers (économique, social et environnemental) du développement, mais aussi sur les moyens pour y parvenir. Ces derniers doivent être conformes aux principes de liberté, d'ouverture et de transparence (participation de la société civile à l'élaboration des normes, volontariat etc.). Il n'est donc pas surprenant que ces principes libéraux se retrouvent dans le commerce équitable et les autres standards durables (comme l'agriculture biologique...).

Cependant, pour être plus libérales, ces nouvelles TG, n'en sont pas forcément meilleures (Deleuze, 1990)¹. Or, le CE se donne pour objectif de réduire l'injustice et la pauvreté. C'est donc par rapport à cet objectif qu'il doit être évalué et que les principes libéraux sur lesquels il repose doivent être questionnés. C'est donc tout naturellement que nous avons choisi l'éclairage des quatre principales théories de la justice (en nous fondant pour chacune d'elle sur un des principaux auteurs de référence : Robert Nozick pour les libertariens, John Harsanyi pour les utilitaristes, John Roemer pour les marxistes et John Rawls pour les libéraux-égalitaristes). L'analyse se base sur *l'évolution en longue période du secteur café*. Elle consiste à questionner l'existence d'une corrélation entre le degré de libéralisme des différentes technologies qui se sont succédé depuis le XVIII^e siècle pour gouverner la production de café et le degré de justice qui peut leur être associé.

Nous présenterons les principales technologies utilisées depuis le XVIII^e siècle pour gouverner la production de café avant de les évaluer à partir de l'éclairage des différentes théories de la justice. Nous conclurons ensuite en discutant de l'existence d'une corrélation entre degré de libéralisme des TG et équité, ce qui nous amènera à questionner les présupposés libéraux du CE.

¹ « Il n'y a pas lieu de demander quel est le régime le plus dur, ou le plus tolérable, car c'est en chacun d'eux que s'affrontent les libérations et les asservissements. Par exemple, dans la crise de l'hôpital comme milieu d'enfermement, la sectorisation, les hôpitaux de jour, les soins à domicile ont pu marquer d'abord de nouvelles libertés, mais participer aussi à des mécanismes de contrôle qui rivalisent avec les plus durs enfermements. Il n'y a pas lieu de craindre ou d'espérer, mais de chercher de nouvelles armes » (Deleuze, 1990, pp. 241-242).

L'évolution des principales technologies de gouvernements utilisées pour mobiliser le travail dans la production de café vert, du XVIII^e siècle à nos jours

Pour chacune des périodes historiques, on distinguera les TG utilisées pour gouverner les *travailleurs* de celles utilisées pour gouverner les *planteurs*, au sens de propriétaires des plantations.

La période de l'esclavage et du travail forcé (XVIII^e siècle – années 1930)

Le gouvernement des travailleurs. Il a largement relevé de la discipline, dans le sens où, dès son introduction par les colons, la production du café a reposé sur l'esclavage. Au XVIII^e siècle, les Hollandais amènent le café en Asie (Ceylan, Indonésie) puis dans les Amériques, notamment aux Antilles. Des millions d'hommes sont déportés d'Afrique vers les Antilles pour produire du café (et aussi de la canne à sucre et plus tard du coton). Le mode de production exclusif est alors la grande plantation esclavagiste détenue par des colons. Le cas de l'île de Saint Domingue (qui, au moment de la révolution haïtienne, exporte la moitié du million de sacs que consomme l'Europe) est emblématique de ce mode de production. L'abolition progressive de l'esclavage au cours du XIX^e siècle contraint les planteurs à rechercher de nouvelles formes de mobilisation du travail. En Afrique, le travail forcé se substitue à l'esclavage comme modalité d'exploitation de la main d'œuvre indigène. Mais cette formule fait à son tour l'objet d'une condamnation : le travail forcé à usage privé est formellement interdit par la Convention votée à l'OIT en 1930 (Daviron, 2007). Parallèlement, se développe une tentative de constitution d'un salariat agricole (Cooper, 1980). De forts débats sur la question animent le début du XX^e siècle, notamment à l'occasion du Congrès colonial de 1904 et dans le cadre de l'Institut Colonial International. Les principaux thèmes portent sur l'utilisation de main d'œuvre importée, la législation la mieux adaptée pour mobiliser la main d'œuvre africaine, les conditions de recrutement et de rémunération, les limites à l'usage de la contrainte, les punitions permises en cas de départ des plantations (Daviron, 2007).

À quel type de TG correspond ce projet de mise en place d'un salariat agricole ? Dans une certaine mesure, à l'instar de l'esclavage, le salariat relève de l'enfermement et de la discipline. Néanmoins, l'existence d'une protection juridique relative au recrutement

de la main d'œuvre indigène (une convention sur ce thème est votée à l'OIT en 1936), même limitée (Cooper, 1989 et 1996), conduit à ce que « peu ou prou s'impose un peu partout la fiction d'un contrat de travail [...] entre la plantation et l'indigène supposé agir comme individu libre » (Daviron, 2007, p. 5). Dans le domaine du café, le projet de constitution d'un salariat agricole n'aboutit finalement pas. S'il subsiste aujourd'hui de grandes plantations reposant sur le salariat, l'essentiel de la production est assuré par l'agriculture familiale, comme nous allons le voir à présent².

Le gouvernement des planteurs. Ce gouvernement est essentiellement régi par le marché. À cette époque, les planteurs ou colons envoient un commissionnaire écouler le café en Europe où il est vendu aux enchères.

La période de l'agriculture paysanne encadrée par les États-nations (années 1930 – années 1980)

Le gouvernement des travailleurs. Le développement de marchés à terme pour le café à la fin du XIX^e siècle permet aux acheteurs de s'assurer contre les variations de prix. Ceci favorise l'apparition d'acheteurs dans les pays producteurs, levant ainsi le principal blocage à l'apparition de l'agriculture paysanne (Daviron, 2002). Malgré un soutien de l'administration coloniale au système de la plantation (des systèmes de prix discriminatoires en faveur des colons sont parfois mis en place), la petite agriculture familiale devient vite dominante (Greenhill, 1995). Aujourd'hui, 80 % du café produit dans le monde sort des exploitations familiales d'Amérique, d'Afrique ou d'Asie.

On assiste donc à la mise en place de technologies de gouvernement des travailleurs basées en partie sur les *relations intrafamiliales* et en partie sur le *salariat*, au sein des grandes plantations qui subsistent, mais aussi au sein des petites exploitations où une main d'œuvre occasionnelle est presque toujours employée au moment de la récolte. Les salariés travaillant dans les petites ou grandes plantations sont soumis à un système disciplinaire dont la dureté est accentuée par leur fragilité (il s'agit parfois de main d'œuvre infantile, esclave ou immigrée en situation illégale) et par l'absence d'application effective du droit du travail (pas de contrat de travail formels, pas de syndicats, dépendance souvent totale vis-à-vis du planteur pour le logement et

² Précisons que *la décolonisation* n'a pas marqué une rupture du point de vue des TG. Dans les Amériques, l'esclavage a continué bien après les indépendances. En Afrique, au moment des indépendances, l'agriculture paysanne avait déjà gagné la bataille. Les quelques grandes plantations qui subsistaient ont simplement été acquises par des planteurs locaux ou par les États.

l'approvisionnement en produit de premières nécessité, etc.). On est donc très loin du modèle libéral. Mais la situation de l'agriculture familiale est aussi ambiguë. Il est possible de considérer que celle-ci renvoie à un dispositif disciplinaire, le chef de famille exerçant une contrainte directe sur les autres membres du ménage : femme, enfants, parents éloignés.

Le gouvernement des planteurs. Avant les années 1930, les choses étaient assez simples : les planteurs vendaient directement leur café en Europe. Avec l'apparition de l'agriculture familiale et la multiplication de l'offre au niveau local, un contrôle plus strict se met en place. Ce contrôle prend différentes formes, selon les lieux et les moments : obligation de plantation, interdiction d'arrachage, impôt pour contraindre les familles à adopter des « cultures de rente », taxe à l'exportation, fournitures de plants et d'intrants subventionnés (qui permettent le développement de réseaux clientélistes), création d'associations de paysans (telles les Sociétés Indigènes de Prévoyance mises en place dans les colonies françaises dès les années 1920). Il s'est surtout manifesté par la mise en place de systèmes de classification du café vert à l'exportation³ et l'instauration de systèmes de prix garantis pour les producteurs. Ce système donne donc aux États un rôle déterminant concernant l'exportation du café, d'où la mise en place de *marketing boards*. L'importance de l'État dans le processus de régulation du marché du café culmine avec la mise en place en 1963 de l'Accord International sur le Café (AIC) qui établit un système de quotas par pays producteur.

La période de l'agriculture paysanne encadrée par les Etats-nations est-elle plus libérale que la période esclavagiste qui l'a précédée ? La réponse doit être nuancée. La fin de l'esclavage et du travail forcé marque une libéralisation importante du gouvernement des travailleurs au sein des plantations. Néanmoins, l'agriculture familiale est loin d'être assimilable à une agriculture libérale. En outre, le système de gouvernement des planteurs devient plus encadré, comportant une part importante de discipline, ce qui n'existait pas auparavant.

³ En général, le café est classé selon le type de traitement post-récolte (voie sèche ou voie humide), la taille et le nombre de défauts des grains.

La période de la libéralisation (depuis les années 1990)

Le gouvernement des planteurs. La libéralisation est lancée lorsque l'Accord International sur le Café est abandonné en 1989. La fin de l'accord marque l'arrêt du contrôle des exportations par les États. Les multinationales privées mettent en place des systèmes d'approvisionnement direct dans les principaux pays producteurs. Parallèlement, se produisent un mouvement de concentration au niveau des traders et un changement dans les pratiques d'achat (gestion à flux tendus). Ces phénomènes se conjuguent pour faire passer le pouvoir de marché du côté des traders. Le résultat est une chute drastique des prix de café à la production, conjuguée à une hausse des prix du café torréfié. L'impact sur la répartition de la valeur ajoutée (VA) est direct. Alors que la part de la VA qui reste dans les pays producteurs dépasse 50 % dans les années 70, elle est aux alentours de 20 % aujourd'hui (Talbot, 1997 ; Daviron et Ponte, 2004). En 2002-2003, le prix international du café atteint son plus bas niveau historique en valeur réelle (40 dollars US par quintal).

Le gouvernement des travailleurs. Parallèlement à la libéralisation du gouvernement des planteurs, une amorce de libéralisation s'est aussi produite concernant le gouvernement des travailleurs au sein des plantations. Celle-ci prend la forme du développement des standards durables et plus particulièrement du CE (Diaz Pedregal, 2006). Dans les plantations, les standards visent à garantir aux travailleurs un certain nombre de droits, inspirés des normes de l'OIT. La tentative est encore timide puisqu'elle ne concerne que les salariés des grandes plantations, et une petite minorité de grandes plantations, précisément celles qui ont choisi d'adhérer au CE. Pour les petits producteurs, les critères concernent l'appartenance à une organisation ouverte et démocratique et non la situation de la main d'œuvre (familiale ou salariée).

L'évolution de l'équité au sein de la filière café, au regard des différentes théories de la justice

Nous considérerons successivement les points de vue libertarien, utilitariste, marxiste et libéral-égalitariste.

Les libertariens (Robert Nozick)

Selon le libertarien Robert Nozick (1988), la justice d'un acte ou d'une institution n'est pas évaluée en fonction de ses conséquences mais selon sa conformité à trois principes éthiques, à savoir :

a. *le principe de propriété de soi* qui stipule que chacun doit avoir la liberté de disposer de son corps à sa guise, sans violer les droits des autres individus. Ceci implique un certain nombre d'autorisations (euthanasie, prostitution, vente d'organes...) et le refus d'obligations (effectuer un service militaire forcé, attacher sa ceinture de sécurité...). Être propriétaire de sa propre personne suppose non seulement la propriété de ses aptitudes, mais aussi du fruit de ses aptitudes (son travail, par exemple).

b. *le principe de juste circulation* qui mentionne que les droits de propriété d'une personne sur les objets sont légitimes si l'objet a été acquis par une transaction volontaire et sans fraude ou s'il a été fabriqué par la personne en n'utilisant que des biens auparavant acquis légitimement.

c. *le principe d'appropriation originelle* des ressources naturelles qui implique, selon Nozick, qu'une appropriation est légitime dans la mesure où ceux qui en sont privés ne se trouvent pas dans une situation pire que celle qui était la leur avant cette appropriation (auquel cas une compensation peut être exigée).

D'un point de vue libertarien, *le type de gouvernement des travailleurs* établi durant la période de l'esclavage et du travail forcé est profondément injuste car il constitue une violation flagrante du principe de propriété de soi (absence de consentement du travailleur pour accomplir sa tâche, punitions corporelles, etc.). Avec l'abolition de l'esclavage et du travail forcé, la situation s'améliore mais reste loin d'être juste. En effet, le principe de propriété de soi peut facilement être violé pour la main d'œuvre familiale si le chef de famille abuse de son autorité. En outre, nombre de salariés – ceux des grandes plantations mais aussi la main d'œuvre occasionnelle employée par les petits producteurs pour la récolte – ne bénéficient pas d'une protection effective par le droit du travail. En ce sens, le CE permet de faire progresser le gouvernement libéral des travailleurs, même si c'est de manière timide puisque pour l'instant seuls les salariés des grandes plantations et des organisations de producteurs sont concernés.

Concernant le *gouvernement des planteurs*, la situation initiale respectait les principes de liberté de soi, puisque les planteurs étaient libres de leurs choix de culture, et de juste circulation. En effet, la décision de vendre le café sur des marchés aux enchères en Europe était libre et exempte de fraude, dans la mesure où les lots de café étaient exposés la veille du jour de marché, ce qui permettait aux acheteurs de vérifier la qualité. La situation s'est dégradée par la suite avec l'instauration de contraintes

concernant la liberté d'agir à sa guise (obligation de plantation, interdiction d'arrachage, etc.) et la juste circulation (systèmes de prix discriminatoires, taxes à l'exportation, prix administrés, quotas de production au niveau des pays...). La libéralisation des années 1990 permet de rétablir le respect de nombre de principes de justice libertariens⁴. L'émergence du commerce équitable et des autres standards durables n'altère pas cette situation puisque ces normes sont basées sur le volontariat et donc respectent la liberté des individus. Seule la participation de l'Etat à l'élaboration ou au soutien financier des défenseurs de ces normes peut être critiquée, dans la perspective libertarienne.

Les utilitaristes (John Harsanyi)

Selon l'utilitariste John Harsanyi, est juste ce qui permet de maximiser le bien-être moyen des individus d'une population donnée.

Dans cette perspective, *le gouvernement des travailleurs* reposant sur l'esclavage et du travail forcé est considérée comme injuste. En effet, les souffrances supportés par les esclaves et les victimes du travail forcé pèsent lourdement sur le bien être collectif. L'utilité de la minorité profitant de l'esclavage ne permet pas de compenser la désutilité des esclaves. L'émergence du travail familial et salarié conduit à une amélioration des conditions de vie et des rémunérations des travailleurs et l'utilité moyenne s'en trouve accrue. Le CE, notamment dans sa version « grandes plantations », peut conduire à une amélioration supplémentaire des conditions de travail et de vie des salariés.

Concernant le *gouvernement des planteurs*, à la différence des libertariens, les utilitaristes considèrent que l'interventionnisme sur le marché peut avoir un impact positif sur la justice. C'est le cas lorsqu'il conduit à une redistribution de la richesse en faveur des plus pauvres. L'impact négatif des « distorsions » introduites par l'intervention de l'Etat peut alors être compensé par le fait que l'utilité générée par 1 euro supplémentaire est plus forte pour un pauvre que pour un riche. L'intervention étatique incarnée par le système des quotas, des prix garantis ou des intrants subventionnés aurait donc un impact positif sur le bien collectif, en favorisant les plus

⁴ À l'exception du principe d'appropriation originelle (plus compliqué) que nous ne traitons pas ici par manque de place. Disons simplement que la culture du café s'est développée par fronts pionniers, ce qui a souvent entraîné le « délogement » des populations vivant dans ces zones. Cette appropriation des terres par des pionniers a été le fait des colons européens mais aussi parfois, notamment en Afrique, des petits producteurs. En Amérique latine, au cours du XXe siècle, des réformes agraires ont tenté de compenser une appropriation originelle des terres très inégalitaire.

pauvres. La libéralisation des années 1990 aurait l'effet inverse. En outre, elle amènerait les producteurs marginaux à sortir du marché, ce qui entraînerait un certain nombre d'externalités négatives, telles l'érosion des sols, la réduction des ressources hydriques, la baisse de la biodiversité, ou encore l'accentuation de l'exode rural vers les bidonvilles. Dans ce cadre, le commerce équitable apparaît comme une initiative plutôt positive : il permet de mieux satisfaire les préférences des consommateurs, demandeurs d'attributs éthiques, tout en assurant une augmentation du bien être des producteurs. La désutilité de certains acteurs (petits intermédiaires par exemple) semble compensée par l'augmentation de l'utilité des autres.

Les marxistes (John Roemer)

Selon le marxiste John Roemer (1982), la justice est essentiellement liée à la répartition égalitaire des richesses dans la société : une personne est exploitée dans la mesure où elle se trouverait mieux lotie dans une hypothétique situation d'égalité distributive (Kymlicka, 1999). Il existe trois sources d'injustice liées respectivement à l'inégalité des dotations en liberté formelle, en capital physique ou financier et en capital humain (Roemer, 1982). Une répartition égalitaire des libertés formelles et du capital (physique ou financier) permet d'atteindre le socialisme (« à chacun selon son travail »), tandis que le communisme (« à chacun selon ses besoins ») requiert également une compensation des inégalités de dotation en capital humain (talents, santé, âge, handicap, formation...).

Concernant *le gouvernement des travailleurs*, la principale source d'inégalité pointée par les marxistes est l'exploitation qui dépend elle-même d'une répartition inégalitaire de la liberté formelle et du capital. L'abolition de l'esclavage et du travail forcé correspond seulement à une égalisation des libertés formelles. Elle n'est donc pas suffisante pour supprimer l'exploitation. Elle peut cependant contribuer à la réduire. En effet, le salarié est en mesure de rompre la relation de travail. Il est aussi protégé par le droit du travail et les syndicats. Ceci contribue à l'amélioration de la valeur de la force de travail (conditions de travail et salaire), c'est-à-dire à une diminution de l'exploitation. Néanmoins, pour les marxistes, l'exploitation est intrinsèque au contrat de travail. La seule manière de la supprimer est de dépasser le cadre du travail salarié, ce qui d'une certaine manière a été réalisé par le triomphe de l'agriculture familiale. Il

subsiste toutefois une part importante de salariat à travers les personnes employées par les exploitations familiales (pour la récolte), par les grandes plantations et par les associations de producteurs (pour la transformation post-récolte du café). En ce sens, le commerce équitable a un effet ambigu car s'il contribue à la diminution de l'exploitation des salariés des grandes plantations et des associations de producteurs, il légitime dans le même temps la relation salariale, et, pour le cas de FLO, la plantation capitaliste.

Pour ce qui est du *gouvernement des planteurs*, l'injustice est plutôt liée aux transferts de plus-value entre pays du Nord et pays du Sud. Ces transferts sont induits par une répartition inégalitaire du capital (Emmanuel, 1969 ; Amin, 1988). En effet, l'activité de production de café vert est principalement réalisée dans les pays du Sud, tandis que la transformation de ce café (mélange, torréfaction, mouture et distribution) est l'apanage des pays consommateurs, plus développés. Or, l'activité de production, par nature plus intensive en travail que l'activité de transformation, génère plus de plus value. L'égalisation du taux de profit conduit alors à des transferts de plus-value de l'amont vers l'aval, ce qui rend les termes de l'échange défavorables pour les pays producteurs. Dans ces conditions, le seul moyen d'inverser les termes de l'échange consiste à créer un pouvoir de marché en faveur des producteurs. C'est d'une certaine façon l'effet qu'a eu l'Accord International sur le Café avec le système des quotas de production. Le caractère injuste du marché concurrentiel (du fait des transferts de plus value) était ainsi en partie compensé par un pouvoir de marché du côté de l'offre, grâce au système des quotas. Avec le démantèlement des quotas et la concentration des traders et torréfacteurs, le pouvoir de marché est passé du côté de la demande. Les deux effets (transferts de plus value et pouvoir de marché) jouent à présent dans le même sens : celui d'une concentration de la richesse à l'aval de la filière. De fait, la part de la valeur ajoutée captée par les pays producteurs est passée de plus de 50 % dans les années 1970, à moins de 20 % aujourd'hui. Si le commerce équitable semble conduire à une répartition de la valeur ajoutée un peu plus favorable aux producteurs (grâce aux ventes groupées à travers des coopératives, à la réduction du nombre d'intermédiaires et surtout au prix minimum garanti), ces effets restent cependant limités son faible poids dans les échanges internationaux, le café équitable représentant environ 1 % du café échangé dans le monde.

Les libéraux-égalitaristes (John Rawls)

Selon le libéral-égalitariste John Rawls (1971), trois types de « biens premiers » peuvent être distingués dans une société, la justice dépendant du respect par chacun de ces types de biens d'une règle d'allocation spécifique:

a. *les libertés fondamentales* (droit de vote et d'éligibilité, liberté d'expression et de réunion, liberté de conscience et de pensée, liberté de détenir de la propriété personnelle, protection contre l'arrestation et la dépossession arbitraires) sont régies par le « principe d'égalité liberté » selon lequel toute personne a droit à l'ensemble le plus étendu de libertés fondamentales qui soit compatible avec un ensemble semblable de liberté pour tous.

b. *les chances d'accès aux positions sociales* sont régies par le « principe d'égalité équitable des chances » selon lequel toute personne doit avoir les mêmes possibilités d'accès aux différentes positions sociales à égalité de talents.

c. *les avantages socio-économiques liés aux positions sociales* (revenus et richesses, pouvoirs et prérogatives, bases sociales du respect de soi) sont régis par le « principe de différence » selon lequel les différences dans la répartition de ces biens doivent être au plus grand avantage des individus les plus défavorisés (principe du maximin).

Comme il peut exister des conflits entre les différentes règles d'allocation des différentes catégories de bien, Rawls a été établi une hiérarchie entre eux. Les libertés fondamentales sont considérées comme plus importantes que les chances d'accès aux positions sociales, elles-mêmes étant plus importantes que les avantages socio-économiques liés aux positions sociales (c'est ce que Rawls appelle « l'ordre lexicographique »).

Historiquement, le fait de priver *les travailleurs* de leurs libertés fondamentales à travers l'esclavage et le travail forcé est donc injustifiable, y compris par des considérations liées à la richesse. L'émergence de l'agriculture paysanne et du salariat assure le respect de certaines libertés, mais reste insuffisante, notamment faute d'une application effective du droit du travail. En ce sens, le commerce équitable favorise le respect des libertés puisqu'il exige des associations de producteurs et des grandes plantations des pratiques ouvertes et transparentes respectant la liberté des membres ou salariés.

Pour ce qui est du *gouvernement des planteurs*, le principe d'égalité des chances d'accès aux positions sociales s'avère déterminant. À ce titre, l'accès à la position de planteur est en grande partie conditionné par l'accès à la terre ou à des intrants subventionnés. Cet accès s'est avéré historiquement inégal, favorisant tour à tour les colons puis les producteurs entretenant des relations clientélistes avec l'Etat (notamment lors des réformes agraires). L'inégalité a aussi parfois été renforcée par la mise en place de systèmes de prix discriminatoires en faveur des colons.

Le principe de différence est également pertinent pour qualifier le gouvernement des planteurs. Le système des quotas s'est avéré respectueux de ce principe dans la mesure où il augmentait la part de la VA revenant aux plus défavorisés (pays producteurs et producteurs de café eux-mêmes). Sa suppression a donc plutôt eu un impact négatif en termes de justice, dans la perspective rawlsienne. Quant au commerce équitable, il répond mal au principe de différence car les individus les plus faibles, n'ayant pas la capacité d'exporter, sont écartés de ce commerce. Il contribue toutefois à renforcer les avantages (revenus, bases sociales du respect de soi) de quelques producteurs pauvres, même s'il ne s'agit pas des plus défavorisés.

Conclusion sur les relations entre technologies de gouvernement et équité, et implications pour le commerce équitable

Dans quelle mesure l'évolution des technologies de gouvernement vers plus de libéralisme assure davantage de justice selon les théories de la justice présentées ? Seuls les libertariens s'accordent pour assimiler croissance du libéralisme avec augmentation de la justice. Pour leur part, en dépit de raisons dissemblables, les utilitaristes, les marxistes et les rawlsiens, convergent vers la conclusion que la période de l'encadrement par l'État et des quotas était plus juste que la période libérale actuelle. La corrélation entre degré de libéralisme des TG et justice n'est donc pas assurée.

Le fait que pour les libertariens le niveau de justice épouse parfaitement les contours du libéralisme est tautologique puisque les ceux-ci définissent la justice par la liberté. On peut ainsi considérer que *les libertariens explicitent et expriment dans un système cohérent les présupposés implicites en faveur des technologies de gouvernement libérales*. Admettre les pratiques libérales comme allant de soi, c'est adhérer

implicitement aux principes de justice formulés par les libertariens. Mais justement, nombre de personnes qui, comme les praticiens des standards durables, adoptent comme allant de soi des technologies de gouvernement libérales ne se reconnaissent pas dans les principes de justice défendus par les libertariens.

Cette observation devrait logiquement conduire à mettre en débat l'orientation libérale du commerce équitable. En effet, si un des objectifs affichés du commerce équitable est la réduction des inégalités, alors il n'est pas du tout certain que des technologies de gouvernement libérales constituent la meilleure solution pour y parvenir. L'observation des principaux facteurs qui limitent l'impact du CE conduit à identifier *trois thèmes qui devraient être introduits dans le débat des acteurs du commerce équitable sur l'équité de leur pratique*: 1) étendre les critères du CE à la main d'œuvre qui travaille dans les petites exploitations (afin d'étendre la protection aux travailleurs familiaux et temporaires), 2) rendre obligatoire le respect des règles éthiques du CE à l'ensemble des transactions commerciales dans le monde, 3) intensifier le soutien du CE par des subventions accordées par l'Etat. Sur ces thèmes, les différentes théories de la justice ne donnent de réponse univoque, mais elles permettent de poser les premiers jalons du débat.

Références

- Amin S., 1988. **L'Échange inégal et la loi de la valeur**. Paris, Anthropos-Economica.
- Cooper F., 1989. From free labor to family allowances: labor and African society in colonial discourse. *American Ethnologist*, 16(4), 745-765
- Cooper F., 1996. **Decolonization and African society: the labor question in French and British Africa**. Cambridge, Cambridge University Press.
- Daviron B., 2002. Small Farm Production and the Standardization of Tropical Products. *Journal of Agrarian Change* 2 (2), 162-184.
- Daviron B., 2007. Normes internationales et de mobilisation du travail dans l'agriculture : une approche en termes de gouvernementalité appliquée aux « agricultures indigènes » dans les colonies européennes d'Afrique. Non publié.
- Daviron B., Ponte S., 2004. **The coffee paradox: commodity trade and the elusive promise of development**. Zed Books, London.

- Deleuze G., 1990. Post-scriptum sur les sociétés de contrôle. In **Pourparlers** edited by G. Deleuze. Paris, Editions de Minuit.
- Diaz Pedregal V., 2006. **Commerce équitable et organisations de producteurs. Le cas des caféiculteurs andins au Pérou, en Équateur et en Bolivie.** Paris, L'Harmattan.
- Emmanuel A., 1969. **L'Échange inégal. Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux.** Paris, Maspero.
- Foucault M., 1976. Histoire de la sexualité, vol. 1 : **La volonté de savoir.** Paris, Gallimard.
- Foucault M., 2001. La gouvernementalité. In Foucault M. **Dits et écrits, vol. 2 : 1976-1988.** Paris, Gallimard, coll. « Quarto ».
- Greenhill R., 1995. State Intervention in the Brazilian Coffee Trade During the 1920s - a Case Study for New Institutional Economics ? In Harriss, Hunter and Lewis **The New Institutional Economics and Third World Development.**
- Harsanyi J., 1955. Cardinal welfare, individualistic ethics, and the interpersonal comparison of utility. *Journal of Political Economy*, 63, 309-321.
- Kymlicka W., 1999. **Les théories de la justice. Une introduction,** Paris, La Découverte.
- Latour B., 1989. **La science en action. Introduction à la sociologie des sciences.** Paris, La Découverte.
- Miller P., Rose N., 1990. Governing economic life. *Economy and Society*, 19(1), 1-31.
- Nozick R., 1988. **Anarchie, État et Utopie.** Paris, PUF, Quadrige.
- Rawls J., 1997. **Théorie de la Justice.** Paris, Seuil, Points Essais.
- Roemer J., 1982. **A General Theory of Exploitation and Class.** Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- Talbot J. M., 1997. Where does your coffee dollar go ? : The division of income and surplus along the coffee commodity chain. *Studies in Comparative International Development*, 32 (1), 56-91.